

MISSION LOCALE DE MOULINS ET SA REGION

Association régie par la loi du 01/07/1901

2 Boulevard de Courtais

03000 MOULINS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

MISSION LOCALE DE MOULINS ET SA REGION

Association régie par la loi du 01/07/1901

2 Boulevard de Courtais
03000 MOULINS

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

A la Présidence,

Opinion

En exécution de la mission, qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association « MISSION LOCALE DE MOULINS ET SA REGION » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association « MISSION LOCALE DE MOULINS ET SA REGION » à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

../..



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président, et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

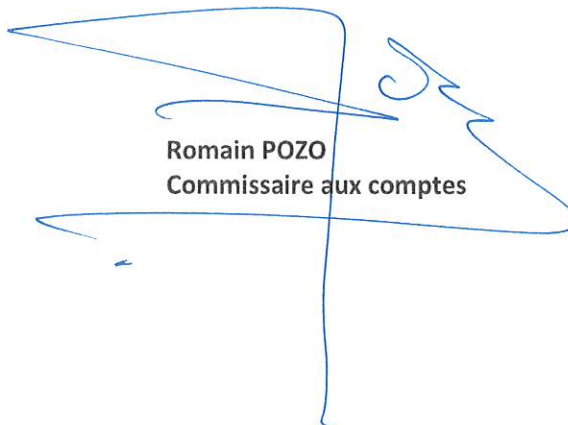
Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Montluçon, le 28 mai 2026


Romain POZO
Commissaire aux comptes

MISSION LOCALE

2 Boulevard de Courtais

03000 MOULINS

Bilan actif

Document fin d'exercice

N° Siret 38838327500046

NAF (APE) 8413Z

N° Identifiant

Période du 01/01/25

au 31/12/25

Tenue de compte : EUR

© Sage - Sage 100 Comptabilité Essentials 12.11

Date de tirage 11/05/26

à 13:24:05

Page :

1

Détail des postes	Valeurs brutes	Amortis. et provisions	Valeurs nettes	Au 311224
Capital souscrit non-appelé (I) Capital souscrit non-appelé (I)				
Frais d'établissement (II) Frais d'établissement (II)				
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement Frais de développement				
Concessions, brevets, droits simil Concessions, brevets, droits simil	7 364,18 7 364,18	6 614,77 6 614,77	749,41 749,41	1 433,41 1 433,41
Fonds commercial Fonds commercial				
Autres immob. incorporelles Autres immob. incorporelles				
Avances, acomptes, immos en cours Avances, acomptes, immos en cours				
Immobilisations corporelles				
Terrains Terrains				
Constructions Constructions	10 428,24 10 428,24	10 428,24 10 428,24		
Installations techn., mat., outil Installations techn., mat., outil		12 289,78 12 289,78	-12 289,78 -12 289,78	-12 289,78 -12 289,78
Autres immob. corporelles Autres immob. corporelles	296 219,11 296 219,11	146 348,62 146 348,62	149 870,49 149 870,49	170 571,08 170 571,08
Avances, acomptes, immo en cours Avances, acomptes, immo en cours				
Immobilisations financières				
Participations Participations	160,00 160,00		160,00 160,00	160,00 160,00
Créances rattach. à des particip. Créances rattach. à des particip.				
Titres immo act. portefeuille Titres immo act. portefeuille				
Autres titres immobilisés Autres titres immobilisés				



Impression provisoire

Détail des postes	Valeurs brutes	Amortis. et provisions	Valeurs nettes	Au 311224
Prêts Prêts				
Autres immob. financières Autres immob. financières	8 945,73 8 945,73		8 945,73 8 945,73	8 798,20 8 798,20
Total de l'actif immobilisé (III)	323 117,26	175 681,41	147 435,85	168 672,91
Stocks et en-cours				
Matières premières & approvision Matières premières & approvision				
En cours de production En cours de production				
Produits finis Produits finis				
Marchandises Marchandises				
Avances & acomptes versés/com. Avances & acomptes versés/com.				
Créances				
Clients et comptes rattachés Clients et comptes rattachés				
Autres créances Autres créances	468 350,43 468 350,43		468 350,43 468 350,43	384 214,91 384 214,91
Charges constatées d'avance Charges constatées d'avance	23 821,62 23 821,62		23 821,62 23 821,62	20 149,91 20 149,91
Capital souscrit appelé non versé Capital souscrit appelé non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres Actions propres				
Autres titres Autres titres	400 000,00 400 000,00		400 000,00 400 000,00	300 000,00 300 000,00
Inst. financier terme, jetons dét Inst. financier terme, jetons dét				
Disponibilités Disponibilités	600 454,38 600 454,38		600 454,38 600 454,38	865 178,14 865 178,14



Impression provisoire

Détail des postes	Valeurs brutes	Amortis. et provisions	Valeurs nettes	Au 311224
Total de l'actif circulant (IV)				
Total de l'actif circulant (IV)	1 492 626,43		1 492 626,43	1 569 542,96
Frais d'émission d'emprunt (V)				
Frais d'émission d'emprunt (V)				
Primes de remb. des emprunts (VI)				
Primes de remb. des emprunts (VI)				
Ecart conv, diff éval actif (VII)				
Ecart conv, diff éval actif (VII)				
TOTAL GENERAL DE L'ACTIF (I à VI)	1 815 743,69	175 681,41	1 640 062,28	1 738 215,87

Impression provisoire



MISSION LOCALE

2 Boulevard de Courtais

03000 MOULINS

Bilan passif

Document fin d'exercice

N° Siret 38838327500046

NAF (APE) 8413Z

N° Identifiant

Période du 01/01/25

au 31/12/25

Tenue de compte : EUR

© Sage - Sage 100 Comptabilité Essentials 12.11

Date de tirage 11/05/26

à 13:24:06

Page :

4

Détail des postes

Valeurs nettes

Au 311224

Capital social ou individuel

Capital social ou individuel

14 224,84

14 224,84

14 224,84

14 224,84

Primes émission, fusion, d'apport

Primes émission, fusion, d'apport

Ecart de réévaluation

Ecart de réévaluation

Ecart d'équivalence

Ecart d'équivalence

Réserves

Réserve légale

Réserve légale

Rés. statutaires ou contractuelles

Rés. statutaires ou contractuelles

Réserves réglementées

Réserves réglementées

Autres réserves

Autres réserves

21 749,68

21 749,68

21 749,68

21 749,68

Report à nouveau

Report à nouveau

1 175 521,50

1 161 138,48

1 175 521,50

1 161 138,48

Résultat de l'exercice

Résultat de l'exercice

-26 694,81

14 383,02

-26 694,81

14 383,02

Subventions d'investissement

Subventions d'investissement

Provisions réglementées

Provisions réglementées

Total des capitaux propres (I)

1 184 801,21

1 211 496,02

Fonds dédiés

Fonds dédiés sur autres ressources

211 475,00

206 545,83

211 475,00

206 545,83

Produit émissions titres particip.

Produit émissions titres particip.

Avances conditionnées

Avances conditionnées

Total autres fonds propres

211 475,00

206 545,83

Provisions pour risques

Provisions pour risques

12 170,76

49 398,55

12 170,76

49 398,55



Détail des postes			Valeurs nettes	Au 311224
-------------------	--	--	----------------	-----------

Provisions pour charges			4 875,00	
Provisions pour charges			4 875,00	
Total des provisions (II)			17 045,76	49 398,55
Emprunts obligataires convertibles				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts & dettes aup. étab. crédit				
Emprunts & dettes aup. étab. crédit				
Emprunts et dettes financ. divers				
Emprunts et dettes financ. divers				
Instrument financiers à terme				
Instrument financiers à terme				
Avanc. & acptes reçus/com en cours				
Av. & ac. reçus s/com. en cours				
Dettes fourniss. & cptes rattachés			42 583,48	118 833,90
Dettes fourniss. & cptes rattachés			42 583,48	118 833,90
Dettes fiscales et sociales			113 694,60	138 204,03
Dettes fiscales et sociales			113 694,60	138 204,03
Dettes sur immo. et cptes rattachés				13 737,54
Dettes sur immo. & cptes rattachés				13 737,54
Autres dettes			1 704,23	
Autres dettes			1 704,23	
Produits constatés d'avance			68 758,00	
Produits constatés d'avance			68 758,00	
Total des dettes (III)			226 740,31	270 775,47
Ecart conv, diff éval passif (IV)				
Ecart conv, diff éval passif (IV)				
TOTAL GENERAL DU PASSIF (I à IV)			1 640 062,28	1 738 215,87

Impression provisoire



MISSION LOCALE	Compte de résultat	N° Siret	38838327500046
2 Boulevard de Courtais		NAF (APE)	8413Z
03000 MOULINS	Document fin d'exercice	N° Identifiant	
		Période du	01/01/25
		au	31/12/25
		Tenue de compte : EUR	

© Sage - Sage 100 Comptabilité Essentials 12.11

Date de tirage 11/05/26

à 14:21:59

Page :

1

Détail des postes			Au 311225	Au 311224
CHARGES D'EXPLOITATION				
Coût d'achat des marchandises				
Achats de marchandises				
Variations de stocks de march.				
Consommation exercice prov de tiers			336 887,78	429 903,55
Achats mat. premières, autres appr				
Variation de stocks Mat./approv.				
Autres achats et charges externes			336 887,78	429 903,55
Impôts, taxes et vers. assimilés			78 859,15	98 069,16
Impôts, taxes et vers/ assimilés			78 859,15	98 069,16
Charges de personnel			1 164 546,48	1 361 501,87
Salaires et traitement			851 783,22	1 040 185,63
Cotisations sociales			312 763,26	321 316,24
Dotations aux amortis. & dépréciat.			45 830,61	78 086,58
Sur immobilisations : amort.			28 784,85	28 688,03
Sur immobilisations : dépréciation				
Sur actif circulant : dépréciation				
Dotations aux provisions			17 045,76	49 398,55
Valeurs compt. immos cédées				
Valeurs compt. immos cédées				
Autres charges			49,42	0,71
Autres charges			49,42	0,71
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (I)			1 626 173,44	1 967 561,87
Quote-part résultat /op commun (II)				
Quotes-parts résultats/op comm.				
CHARGES FINANCIERES (III)				
Dot. aux amort. & aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Valeur comptable immo fin cédées				
Charges nettes/cess. mob. de plac.				
CHARGES EXCEPTIONNELLES (IV)				68 650,21
Sur opérations de gestion				68 650,21
Sur opérations en capital				
Dotations aux amort. & provis.				
FONDS DEDIES			211 475,00	206 545,83
Fonds dédiés			211 475,00	206 545,83
PARTICIP SALARIES AUX RESULTATS (V)				
Partic. des salariés aux résultats				



Détail des postes			Au 311225	Au 311224
IMPOTS SUR LES BENEFICES (VI)			878,00	2 139,00
Impôt et taxes sur pdts financiers			878,00	2 139,00
Solde créditeur				14 383,02
Résultat net de l'exercice				14 383,02
CONTRIBUTION VOLONTAIRE NATURE			11 458,86	11 683,28
MAD LOCAUX			11 458,86	11 683,28
TOTAL GENERAL (CHARGES)			1 849 985,30	2 270 963,21

Impression provisoire



Détail des postes			Au 311225	Au 311224
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Montant net Chiffre d'affaires				
Ventes de marchandises				
Production vendue (B&S)				
Autres produits d'exploitation			1 596 513,82	1 908 013,58
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions			1 546 954,58	1 834 370,97
Reprise /prov. & transferts charge			49 398,55	73 638,96
Produits cessions immo corp, incorp				
Autres produits			160,69	3,65
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)			1 596 513,82	1 908 013,58
Quote-part résultat /op commun (II)				
Quotes-parts résultats/op comm.				
PRODUITS FINANCIERS (III)			8 771,98	6 480,35
De participations				
D'autres valeurs mobil. & créances				
Autres intérêts et produits assim.			8 771,98	6 480,35
Reprise/provis. & transf. charges				
Différ. positives de change				
Produits cessions immo financières				
Prod. nets/cess. val. mobil. plac.				
PRODUITS EXCEPTIONNELS (IV)				52 332,00
Sur opérations de gestion				52 332,00
Sur opérations en capital				
Reprises/prov. & transf.de charges				
FONDS DEDIES			206 545,83	292 454,00
Reprise fonds dédiés			206 545,83	292 454,00
Solde débiteur			26 694,81	
Résultat net de l'exercice			26 694,81	
CONTRIBUTION VOLONTAIRE NATURE			11 458,86	11 683,28
MAD LOCAUX			11 458,86	11 683,28
TOTAL GENERAL (PRODUITS)			1 849 985,30	2 270 963,21



MISSION LOCALE DE MOULINS ET SA REGION

Annexe
Aux comptes annuels
de l'exercice clos au 31 décembre 2025

Montants exprimés en euros

Mission Locale de Moulins et sa région
2 Boulevard de Courtais – 03000 MOULINS



Sommaire

1 Faits majeurs de l'exercice

- 1.1 Evénements principaux de l'exercice
- 1.2 Principes, règles et méthodes comptables
 - 1.2.1 Présentation des comptes
 - 1.2.2 Méthode générale
 - 1.2.3 Changement de méthode d'évaluation
 - 1.2.4 Changement de méthode de présentation

2 Information relatives au bilan

2.1 Actif

- 2.1.1 Tableau des immobilisations
- 2.1.2 Tableau des amortissements
- 2.1.3 Immobilisations incorporelles
 - 2.1.3.1 Principaux mouvements
 - 2.1.3.2 Méthode d'amortissement
- 2.1.4 Immobilisations corporelles
 - 2.1.4.1 Principaux mouvements
 - 2.1.4.2 Méthode d'amortissement
- 2.1.5 Immobilisations financières
- 2.1.6 Créances
- 2.1.7 Produits à recevoir
 - 2.1.7.1 Etat produits à recevoir
 - 2.1.7.2 Divers produits à recevoir
- 2.1.8 Subventions à recevoir
- 2.1.9 Charges constatées d'avance

2.2 Passif

- 2.2.1 Fonds associatifs
 - 2.2.1.1 Fonds associatifs sans droit de reprise
 - 2.2.1.2 Fonds dédiés
- 2.2.2 Engagements pris en matière de retraite et engagements similaires
- 2.2.3 Etat des dettes
- 2.2.4 Fournisseurs et comptes rattachés
- 2.2.5 Dettes fiscales et sociales
- 2.2.6 Produits constatés d'avance

3 Informations relatives au compte de résultat

- 3.1 Ventilation de l'effectif moyen
- 3.2 Contributions volontaires en nature

4 Informations diverses

- 4.1 Engagement hors bilan
- 4.2 Emprunts auprès des organismes bancaires

1 Faits majeurs de l'exercice

1.1 Evénements principaux de l'exercice

Ressources humaines :

- La **chargée de projet** du pôle vie quotidienne et le **conseiller en charge de la relation entreprises** ont sollicité une rupture conventionnelle.
- La **psychologue** : Pour rappel, l'ARS finance un poste équivalent à 0,5 ETP pour chaque Mission Locale de l'Allier. Les Missions Locales de Moulins et de Montluçon se partageaient jusqu'alors la même professionnelle, dont le contrat était porté par la Mission Locale de Moulins. Début 2025, cette professionnelle a souhaité mettre fin à son intervention à Montluçon afin de développer un projet d'installation en libéral. Ainsi, le 1er septembre 2025, elle a ouvert son cabinet et intervient désormais uniquement pour la Mission Locale de Moulins et sa région, à hauteur des 0,5 équivalent temps financés.
- Nous avons eu recours au **SIRAC** - une entreprise de Ressources Humaines spécialisée dans la mise à disposition de personnel en CDI, à temps partiel ou temps plein, auprès de structures utilisatrices – pour deux salariés qui étaient arrivés au terme des 18 mois légaux de contrat à durée déterminée.
- **Avenants n°85, 86 et 87** relatifs à la Prévoyance et à la Mutuelle. Depuis 2017, la Mission Locale appliquait, pour la prévoyance, un taux de cotisation supérieur au taux conventionnel pour la part employeur, ce qui avait pour conséquence d'entraîner un taux inférieur au taux conventionnel pour la part salariée. La parution des avenants permet désormais une application conforme aux dispositions conventionnelles, avec un alignement sur les taux prévus par la convention collective. Concernant la mutuelle, le taux jusqu'ici appliqué correspondait au taux conventionnel. La Mission Locale a décidé de revaloriser sa participation employeur à 80 %, contre 50 %.
- Les arrêts maladie ont représenté 2.34 équivalents temps plein (vs 0.42 en 2024)
- Les temps de déplacement sur le territoire rural ont représenté un peu plus de 0.30 équivalent temps plein (vs 0.25 en 2024).

Conventions :

- Le Conseil Départemental

Le Conseil d'Administration est informé de l'évolution des financements accordés par le Conseil Départemental à la Mission Locale de Moulins pour les missions d'accompagnement des ARSA et du Pôle social, de 2022 à l'année 2025.

Il est rappelé que, depuis plusieurs années, la Mission Locale assure ces missions dans un contexte de diminution progressive des moyens financiers et humains, sans réduction équivalente du périmètre des missions confiées.

Avant 2022, le financement s'élevait à 145 000 €, permettant la mise en œuvre des missions d'accompagnement des ARSA et du Pôle social avec 1,13 équivalent temps plein de Travailleur Social (répartis entre deux salariées) et 1 équivalent temps plein « RSA ».

En 2023, le financement a été ramené à 131 000 €, pour le même périmètre de missions, avec une dotation humaine réduite à 1 équivalent temps plein Travailleur Social (répartis entre deux salariées) et 1.3 équivalent temps plein « RSA ». Cette première baisse significative des moyens n'a pas été accompagnée d'un ajustement des attentes, nous avons donc maintenu la même activité.

En 2024, la dotation financière a été abaissée à 119 500 €, entraînant une nouvelle réduction des moyens humains avec 0,65 équivalent temps plein de Travailleur Social (soit une salariée) et 1 équivalent temps plein « RSA ». Cette situation a conduit à une réorganisation du Pôle social et à



orientation accrue des jeunes vers les travailleurs sociaux du Département, traduisant un désengagement progressif de ce dernier sur l'opérationnel.

En 2025, le financement connaît une rupture marquée :

- Pour l'accompagnement des ARSA, une enveloppe de 39 263 € est accordée pour une durée limitée à six mois, concernant 59 jeunes accompagnés, dans l'attente d'un appel à projets lancé en juin pour les 18 mois suivants. Les critères de cet appel à projets ont été jugés incompatibles avec les exigences d'un accompagnement qualitatif comme le prévoit la loi Plein Emploi et un porteur départemental est attendu.
- Pour le FAJ, un financement, pour l'année, de 19 000 € est attribué, exclusivement dédié au secrétariat, sans prise en charge d'un poste de Travailleur Social, alors même que le Département exige la gestion de l'ensemble des dossiers FAJ, représentant une charge équivalente à 1 temps plein, c'est pourquoi nous n'avons pas signé la convention.

La lecture globale de cette évolution met en évidence :

- Une baisse continue des financements entre 2022 et 2025 ;
- Une réduction significative des moyens humains dédiés à l'accompagnement social.

Début décembre 2025, un courrier réaffirmant la volonté de la Mission Locale de maintenir un partenariat durable avec le Département de l'Allier pour l'accompagnement social des jeunes a été adressé à Monsieur RIBOULET. Il était également demandé l'organisation d'un rendez-vous afin de définir les modalités opérationnelles et financières dans un cadre de dialogue constructif. A ce jour nous n'avons aucune réponse.

- **FIPD : Référent Justice et permanences en maison d'arrêt,**

La notification d'attribution de la subvention du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (FIPD) a été reçue courant juin. Celle-ci fait état d'un montant accordé de 8 000 €, en regard des 20 000 € sollicités dans le cadre de la demande initiale.

En conséquence de cette attribution partielle, l'organisation des permanences a dû être ajustée. Le nombre de permanences prévues sur la période de septembre à décembre a ainsi été réduit à trois permanences au total, au lieu d'une permanence hebdomadaire initialement programmée.

Des courriers d'information ont été adressés au mois de juillet aux partenaires judiciaires ainsi qu'à Monsieur le Préfet afin de les informer de cette réduction de l'activité.

Pour rappel, le budget prévisionnel de 20 000 € était fondé sur l'estimation réalisée par la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires (DISP), évaluant ce temps de permanence à 0,42 équivalent temps plein. À ce niveau de financement, l'action permet en moyenne d'accompagner 60 jeunes par an, de réaliser environ 230 entretiens individuels, avec un taux de 42 % de sorties dynamiques. À titre d'exemple, en 2023, ces sorties se sont traduites notamment par : 1 CDI, 5 CDD, 4 entrées en formation, 6 signatures de PACEA et 9 signatures de Contrats d'Engagement Jeune.

- **Appels à projet du Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes**

La Mission Locale de Moulins et sa région a été retenue sur plusieurs appels à projet du Conseil Régional :

- **Déclic Métier mon amour**, pour un montant de 3 000€

L'action a eu lieu le 17/10/25, 447 visiteurs dont 136 collégiens venus avec leurs établissements ont pu échanger avec 53 professionnels.

- **Avenir Jeunes – PSAD**, pour un montant de 5 336€ (dont 4 002€ en produit constaté d'avance).

Le projet vise à remobiliser les jeunes sortis du système éducatif sans qualification en favorisant leur retour vers la formation ou l'accès à l'emploi. Il repose sur un accompagnement global, mêlant suivi individuel, actions collectives et partenariats renforcés entre la Mission Locale, le CIO et la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire.

Cette collaboration permet un repérage coordonné, un co-accompagnement adapté et des actions communes favorisant la construction de projets professionnels.



L'objectif est de redonner confiance, diversifier les parcours et assurer une continuité d'accompagnement vers l'insertion durable.

Quatre sessions sont prévues, une en 2025 et trois en 2026.

- **Handi'Forces**, pour un montant de 48 384€ (dont 32 256€ en produit constaté d'avance).

C'est une action de remobilisation destinée aux jeunes de 16 à 29 ans en situation de handicap ou en démarche de reconnaissance. Sur 12 semaines, elle combine accompagnement individuel et ateliers collectifs autour de la confiance en soi, la mobilité, la découverte des métiers et la lutte contre les discriminations. Les participants bénéficient également de stages en entreprise pour tester des métiers et favoriser leur insertion.

L'objectif : lever les freins, valoriser les compétences et déclencher un accès à l'emploi, à la formation ou au stage dans un environnement inclusif.

Trois sessions sont prévues, une en 2025 et deux en 2026.

- UNML – ARML PACA

Depuis le second semestre 2025, la Mission Locale de Moulins et sa région et plus particulièrement Alix de LOISNE, est **ambassadrice de la « Lutte contre la discrimination »** au niveau de la région AURA. Elle a un rôle d'essaimage et de personne ressource ; cette mission fait l'objet d'un financement à hauteur de 2 500€

1.2 Principes, règles et méthodes comptables

1.2.1 Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- le bilan,
- le compte de résultat,
- l'annexe

1.2.2 Méthode générale

Les comptes annuels ont été établis et présentés selon la réglementation française en vigueur, résultant des règlements du Comité de la Réglementation Comptable (CRC)

L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement n° 99-03 et ses règlements modificatifs, ainsi que ses adaptations aux associations et fondations conformément au règlement n°99-01.

1.2.3 Changement de méthode d'évaluation

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

1.2.4 Changement de méthode de présentation

La réforme du Plan Comptable Général

Le règlement ANC n°2022-06, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025, a entraîné plusieurs évolutions dans la présentation et la comptabilisation de certaines opérations.



Les principaux changements sont les suivants :

- Redéfinition du résultat exceptionnel : de nouveaux comptes sont créés dans le résultat courant pour comptabiliser les anciennes opérations exceptionnelles et notamment les régularisations des subventions d'exploitation. Les régularisations relatives à l'exercice 2024 comptabilisées en 2025 se portent à 47 071.71 €.
- Les subventions d'investissement sont désormais comptabilisées en compte 747000 (auparavant 777000). Toutefois, la Mission Locale ne dispose d'aucune subvention d'investissement en 2025 et aucune quote-part n'a donc été virée au résultat au titre de cet exercice.
- La technique des transferts de charges est supprimée. Les montants précédemment enregistrés en transferts de charges ont été reclassés dans les comptes appropriés, à savoir : le compte 649000 pour les indemnités journalières de prévoyance ; le compte 649100 pour les indemnités journalières CPAM » et le compte 621610 pour le remboursement de la part prise en charge par l'ARS au titre des services civiques. Sur l'exercice 2025, ces reclassements représentent un montant total de 11 057,40 €.

Informations relatives au bilan

1.3 Actif

1.3.1 Tableau des immobilisations

Situation et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentation	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations Incorporelles	7 364 €			7 364 €
Immobilisations Corporelles	299 247 €	7 400 €		306 647 €
Immobilisations Financières	8 958 €	316 €	168 €	9 106 €
TOTAL	315 570 €	7 716 €		323 117 €

1.3.2 Tableau des amortissements

Rubriques	Amortissements cumulés en début d'exercice	Augmentation Dotations de l'exercice	Diminution amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations Incorporelles	5 931 €	684 €		6 615 €
Immobilisations Corporelles	140 966 €	28 101 €		169 066,64 €
Immobilisations Financières	- €			- €
TOTAL	146 897 €	28 785 €	- €	175 681 €

1.3.3 Immobilisations incorporelles

1.3.3.1 Principaux mouvements NEANT



1.3.3.2 *Méthode d'amortissement*

Type d'immobilisations	Mode	Durée
Frais d'établissement		
Frais de recherche et de développement		
Droit au bail		
Logiciels et progiciels	Linéaire	1 - 2 ans

1.3.4 Immobilisations corporelles

1.3.4.1 *Principaux mouvements*

Les principaux investissements réalisés au cours de l'exercice sont notamment représentés par :

Nature de l'immobilisation	Montants	
	Investissements directs	Crédit-bail
Aménagement des locaux	839.86 €	
Matériel informatique	6560.40 €	

1.3.4.2 *Méthode d'amortissement*

<i>Types d'immobilisations</i>	<i>Mode</i>	<i>Durée</i>
<i>Installations techniques</i>	<i>Linéaire</i>	<i>5 – 10 ans</i>
<i>Matériel de transport</i>	<i>Linéaire</i>	<i>5 ans</i>
<i>Matériel de bureau</i>	<i>Linéaire</i>	<i>1 – 5 ans</i>
<i>Mobilier de bureau</i>	<i>Linéaire</i>	<i>3 – 5 ans</i>

1.3.5 Immobilisations financières

Types d'immobilisations	Valeur
Participations	160
Créances rattachées à des participations	
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	
Autres titres immobilisés	
Prêts	
Caution locaux Boulevard de Courtais	7 947
Caution ASA03 5 véhicules de service	839

1.3.6 Créances

CREANCES	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Créance de l'actif immobilisé			
Créances de l'actif circulant			
Créances clients et comptes rattachés			
Autres	468350	468350	
Charges constatées d'avance	23822	23822	
TOTAL	492172	492172	
(1) Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

2.1.7 Produits divers à recevoir : 4 485 €**2.1.7.1 Etat produits à recevoir : 0 €****2.1.7.2 Divers produits à recevoir : 4 485 €**

Remboursement Formations : 4 485 €

2.1.8 Subventions à recevoir : 463 865 €

Subvention d'exploitation :

Subvention ARS complément temps psy :	4 604 €
Subvention CRA Fonctionnement :	30 595 €
Subvention CRA Handiforce :	38 707 €
Subvention CRA PSAD :	5 336 €
Subvention CRA Déclic métier :	3 000 €
Subvention CRA Mondial des métiers :	1 540 €
Subvention CD 03 fonctionnement :	19 505 €
Subvention ML LA CIOTAT discrimination :	2 500 €
Subvention FSE pré apprentissage :	73 786 €
Subvention DIRRECTE Parrainage :	2 562 €
Subvention CPO ETAT :	278 850 €
Subvention France TRAVAIL :	2 880 €

Dépréciation Subvention à recevoir 17 046 €

(Provision pour risque et charges : 17 046 €)



2.1.9 Charges constatées d'avance : 23 822 €

Konica Ecrans + photocopieurs :	2 435 €
Pages Jaunes :	418 €
Logiciel JAE :	630 €
Assurances Groupama :	7 330 €
Abo Revue Fiduciaire :	368 €
Maintenance SAGE paie et compta :	2 859 €
Toshiba photocopieur Moulins :	2 354 €
Location borne :	360 €
Application ma ML inscriptions :	1 393 €
Abo application Mobideep	2 539 €
IFAB école de production	500 €
Formation ANDML Dir IA	800 €
Antivirus	1 836 €

2.2 Passif**2.2.1 Fonds associatifs***2.2.1.1 Fonds associatifs sans droit de reprise*

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise	14 225			14 225
Valeur du patrimoine intégré				
Fonds statutaires				
Apports sans droit de reprise				
Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				
Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables par l'organisme				
Ecarts de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves				
Réserves disponibles	21 750			21 750
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				

2.2.1.2 Fonds dédiés

Intitulé de l'action	Financier	Fonds dédiés au 31/12/24	Nouvelles subventions perçues en 2025	Sommes engagées au 31/12/2025	Fonds dédiés au 31/12/2025
Subvention CEJ	ETAT DIRECTE	206 546,00	557 700,00	552 771,00	211 475,00
			557 700,00	552 771,00	211 475,00

2.2.2 Engagements pris en matière de retraite et engagements similaires

Un contrat d'assurance au titre des indemnités de fin de carrière a été souscrit avec un capital de 105 969.21 € au 31 décembre 2025 (Le montant était de 103 035.02 € au 31 décembre 2024).

2.2.3 Etat des dettes

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'un an	Échéances	
			A plus d'un an	A plus de 5 ans
Emprunts obligatoires convertibles (2)				
Autres emprunts obligatoires				
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 2 ans au maximum à l'origine				
- à plus de 2 ans à l'origine				
Fonds dédiés	211475	211475		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	42583	42583		
Dettes fiscales et sociales	113695	113695		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	1704	1704		
Produits constatés d'avance	68758	68758		
TOTAL	438215	438215	0	0

2.2.4 Fournisseurs et comptes rattachés

	Nature	Montant fin d'exercice
Fournisseurs		25 636 €
Fournisseurs d'immobilisations		0 €
Factures non parvenues		16 947 €

2.2.5. Dettes fiscales et sociales : 113 695 €

URSSAF :	50 314 €
Prévoyance salariés :	3 753 €
Retraite IRCANTEC :	4 583 €
Retraite ARRCO :	9 952 €
Complémentaire santé :	9 582 €
Taxe sur salaires :	9 554 €
Formation Professionnelle :	11 356 €
Provision congés payés :	11 268 €
Prélèvement à la Source DGFIP :	2 455 €
Impôts sur valeurs de placement	878 €

2.2.6 Produits constatés d'avance : 68 758 €

Subvention Handiforce :	32 256 €
Subvention Destination avenir :	4 002 €
Subvention ARS temps psy :	32 500 €

3 Informations relatives au compte de résultat**3.1 Ventilation de l'effectif moyen**

Catégories	Personnel salarié
Cadre	8
Non cadre	19
TOTAL	27

3.2 Contributions volontaires en nature

Nature de la contribution	Méthode de valorisation	Montant
MAD locaux		11 458.86 €
TOTAL		11 458.86 €

4.1 Engagements hors bilan : Néant**4.2 Emprunt auprès des organismes bancaires : Néant**